

**FONDATION ROBERT
SCHUMAN**

**Les attentes des citoyens à l'égard
de l'Union européenne**

Résumé de

l'étude pour la commission des Affaires européennes du
Sénat

Paris, le 22 mai 2019

A partir des études réalisées sur les attentes des citoyens européens dans les différents Etats membres et pour l'ensemble du continent, abondées par un appel à ses correspondants et une analyse des souhaits exprimés au cours des consultations officielles ou issues de la société civile durant les derniers mois, les experts de la Fondation Robert Schuman ont tiré des conclusions nourries de leur propre expérience d'observateurs de la vie politique européenne.

Dans le contexte électoral, l'abondance de sondages d'opinion ne saurait éviter ni leur diversité ni leurs différences. La forme des questions posées détermine fortement les réponses enregistrées et explique en partie les différences apparues dans les conclusions tirées de ces travaux.

Néanmoins, des constantes se dessinent, qui peuvent être résumées en trois grandes tendances en apparence contradictoires :

- Le projet européen enregistre un niveau record de soutien lorsque les citoyens sont interrogés sur ses fondements, sa pertinence et le bénéfice qu'en ont tiré les Etats membres.
- Pour autant des inquiétudes très marquées apparaissent, qui portent autant sur l'environnement de l'Union européenne que sur son propre destin.
- Enfin, les Européens expriment de fortes attentes de politiques européennes plus efficaces sur les thématiques qui font d'ailleurs l'objet du débat électoral.

I – Un niveau record de soutien au projet européen :

Selon [l'Eurobaromètre](#), publié par le Parlement européen le 25 avril, 61% des Européens estiment que l'appartenance de leur pays à l'Union européenne est « une bonne chose », contre 10% qui estiment qu'elle est une « mauvaise chose » (et 27% ni l'une ni l'autre). 68% pensent que leur pays a bénéficié de l'appartenance à l'Union, contre 23% qui estiment qu'il n'en a pas bénéficié. En cas de référendum dans leur pays, 68% des personnes interrogées voteraient pour rester dans l'Union européenne ... et seulement 14% pour la quitter.

La confiance dans l'euro atteint des niveaux historiques : 75% se prononcent en faveur de l'union économique et monétaire (67% en Grèce) et 62% déclarent soutenir l'euro, avec une opposition qui reste stable à 32%.

Ce véritable plébiscite, particulièrement remarquable à l'égard d'une politique européenne totalement fédérale, ne se constate pas au sein des Etats non dotés de la monnaie unique.

Cet attachement à l'Union européenne ne traduit cependant pas un intérêt pour les élections européennes. 35% des répondants déclaraient qu'ils iront « très certainement » voter, 31% « probablement pas », et 32% étaient encore indécis. 33% d'entre eux savaient que le scrutin avait lieu en mai. 5% pouvaient citer la date exacte dans leur pays, tandis que 38% ne la connaissait pas.

Plus surprenant, l'apport de l'intégration européenne à la paix sur le continent réapparaît dans les motifs d'adhésion et de soutien mis en avant par les citoyens. Ils expriment dans le même temps leur inquiétude pour l'avenir de la construction européenne.

II – Des inquiétudes très marquées :

De très nombreux signes de pessimisme et d'inquiétude semblent parcourir les sociétés européennes.

Les sociétés politiques nationales sont également perturbées par les mêmes phénomènes que ceux rencontrés au sein des grandes démocraties basées sur la représentation politique. Le rejet des partis et de la gouvernance traditionnels ne s'étend pas jusqu'aux institutions communes qui enregistrent des scores d'approbation supérieurs à ceux des institutions nationales.

61% des répondants pensent que les partis protestataires ne sont pas la réponse aux défis à affronter et que leur popularité constitue même un sujet de préoccupation.

53% des citoyens s'accordent pour affirmer que la montée des partis populistes en Europe est une menace pour le fonctionnement de l'Union européenne. On observe notamment que dans les pays où les mouvements nationalistes ont enregistré le plus de progrès et dont les gouvernants contestent l'action des institutions européennes et leurs politiques, le taux de soutien à l'Union se situe au-dessus de la moyenne européenne (Hongrie, 61% ; Pologne, 68%).

Ces inquiétudes concernent aussi le contexte géopolitique (sécurité), social (immigration) ou la situation économique qui, lorsqu'on interroge sur la dimension européenne des politiques publiques, demeure un sujet très prégnant.

III – De fortes attentes de politiques européennes efficaces :

Les Européens expriment des souhaits globaux de politiques européennes plus efficaces dans des domaines qui relèvent, pour la plupart, de compétences nationales et dont les évolutions sont parmi les plus difficiles.

Une politique d'immigration européenne concertée demeure la principale demande des citoyens, mais elle apparaît néanmoins en recul, vraisemblablement du fait de la baisse relative de la pression migratoire.

La sécurité dans son acception globale est une forte préoccupation des citoyens, qui expriment des jugements globaux très favorables à des politiques communes en matière de défense ou de lutte contre le terrorisme.

La situation économique et la croissance restent parmi les interrogations exprimées à l'échelon européen ; elles sont désormais assorties d'un souhait d'harmonisation sociale bien général.

Sur tous ces sujets, les études les plus approfondies montrent en même temps que les citoyens souhaitent que les Etats membres gardent leurs compétences en la matière. Ces contradictions constituent de ce fait, à l'évidence, pour les gouvernements et les acteurs politiques, des problématiques extrêmement difficiles à appréhender.

Enfin, est à noter l'émergence d'une forte demande d'action européenne dans le domaine de la protection de l'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique.

Les auteurs de l'étude ont été particulièrement marqués par les contradictions apparues au sein des sociétés politiques européennes, qui traduisent un grand trouble, fortement problématique.

Pour eux, les citoyens qui appellent en apparence de leurs vœux des politiques de protection renforcées, expriment dans le même temps leur confiance et leur inquiétude envers la dimension européenne des politiques publiques. Le désintérêt à l'égard des élections européennes, qui promet, à cet instant, de se traduire une fois encore par une forte abstention, marque une distanciation problématique envers leurs enjeux.

Ils en concluent qu'à l'instar de toutes les démocraties de type occidental, l'élaboration d'une vision claire et rassurante sur le cours des politiques publiques, leurs chances de succès et leur efficacité, constitue la principale attente d'opinions publiques particulièrement insatisfaites, qui développent de ce fait de préoccupantes angoisses. Cela appelle vraisemblablement et notamment une rénovation fondamentale de la manière dont le débat public aborde les thématiques européennes.

*